

Libertarianisme et populisme : quelle stratégie ?

Conférence *Property and Freedom Society* 2017

Hans-Hermann Hoppe

(traduction [Stéphane Geyres](#) et [Thierry Falissard](#))

[Hans-Hermann Hoppe](#) a prononcé le 17 septembre 2017 un [discours important](#) qui rappelle les bases de la théorie [libertarienne](#), clarifie sa position vis-à-vis de la droite dure américaine (Alt-right) et surtout indique la stratégie à suivre pour le mouvement libertarien face à la poussée des antifas, social justice warriors et [antilibéraux](#) de tous types. Le texte anglais peut être consulté ici : [Libertarianism and the Alt-Right: in Search of a Libertarian Strategy for Social Change](#).

**



Je souhaite parler du libertarianisme, de l'Alt-right, et le sous-titre de ma conférence est : « à la recherche d'une stratégie libertarienne pour un changement social ».

Nous connaissons tous le sort des termes [libéral](#) et [libéralisme](#). Ces termes ont été attribués à tant de gens différents et tant de positions différentes qu'ils ont perdu tout sens et sont devenus des étiquettes vides qui ne décrivent plus rien.

Et le même sort, je crains, menace désormais de plus en plus les termes de [libertarien](#) et de [libertarianisme](#) qui furent inventés pour retrouver en partie la précision conceptuelle perdue avec la disparition des termes de [libéral](#) et de [libéralisme](#).

Cependant, l'histoire du libertarianisme moderne est très jeune. Elle débuta en fait dans le salon de [Murray Rothbard](#) et pris son expression quasi-canonique dans son livre [For a New Liberty – The libertarian Manifesto](#) (*Pour une nouvelle liberté, le manifeste libertarien*), publié en 1973.

Mais le mouvement libertarien ne comptait initialement guère plus d'une dizaine de personnes, qui pouvaient se réunir chez Murray Rothbard. Et comme le libertarianisme est encore très neuf, je garde espoir et je ne compte pas abandonner ce terme tel qu'il a été défini et expliqué par Rothbard avec une clarté et une précision sans égales.

Tout cela malgré les tentatives innombrables de soi-disant libertariens de brouiller les pistes et de s'approprier le mot correct de libertarianisme pour désigner quelque chose de totalement différent.

Le cœur théorique et irréfutable de la doctrine libertarienne est simple et sans complications, et je l'ai déjà expliqué ici-même à maintes reprises. S'il n'y avait aucune rareté en ce monde, les conflits entre humains, ou plus précisément les affrontements physiques, seraient impossibles. Les conflits interpersonnels sont toujours des conflits qui portent sur des choses rares. Je veux faire A avec une chose particulière et vous voulez faire B avec la même chose. Et du fait de tels conflits, parce que nous sommes capables de communiquer et d'argumenter entre nous, nous recherchons des normes de comportement qui permettent d'éviter ces conflits.

Le but des normes est d'éviter les conflits. Si nous ne cherchions pas à éviter les conflits, la recherche de normes de comportement serait dépourvue de sens. Nous nous limiterions à nous battre entre nous [pour notre survie].

Mais en l'absence d'une harmonie parfaite des intérêts de tous, les conflits relatifs aux ressources rares ne peuvent être évités qu'en attribuant ces ressources à certains individus ou groupes d'individus, qui en ont ainsi la propriété privée exclusive.

Ce n'est qu'ainsi que je peux agir avec mes propres biens, sans dépendre de vous ni de vos propres biens, en évitant l'affrontement physique. Mais qui possède quelle ressource en tant que sa propriété privée, et qui ne la possède pas ?

En tout premier lieu, chaque personne possède son corps physique, qu'elle et elle seule contrôle directement. Ensuite, pour ce qui est des ressources rares dont le contrôle ne peut être qu'indirect, qui doivent être acquises via notre corps (donné, lui, par la nature et ensuite approprié) : le contrôle exclusif ou la propriété exclusive sont acquis par, et attribués à la personne qui s'est appropriée en premier la ressource concernée, ou qui l'a acquise du propriétaire précédent via un échange volontaire et sans conflit.

Car le premier à s'approprier la ressource ainsi que tous les propriétaires suivants liés à lui par une chaîne d'échanges volontaires, et eux seuls, peuvent l'acquérir et en obtenir le contrôle sans conflit, c'est-à-dire pacifiquement. Dans le cas contraire, si le contrôle exclusif est attribué aux derniers arrivants, on n'échappe pas au conflit et, à l'encontre de l'objectif même que visaient les normes, on le rend inévitable et permanent.

Certes, face à cet auditoire, je n'ai pas besoin d'entrer davantage dans les détails, sauf pour ajouter ceci : si vous voulez vivre en paix avec les autres et éviter tout affrontement physique, ou si vous souhaitez résoudre pacifiquement de tels affrontements quand ils se produisent, alors vous ne pouvez qu'être un anarchiste ou un partisan d'une société de loi privée ; plus précisément, vous devez être un « anarchiste de la propriété privée », un anarcho-capitaliste ou, comme je le disais, un partisan d'une société de loi privée.

Et ainsi par implication – et sans tourner autour du pot – n'est pas libertarien – ou, tout au plus, est un faux libertarien – quiconque affirme et soutient l'un ou plusieurs des points de vue suivants :

- la nécessité, pour vivre dans une société de paix, d'un [État](#) – tout type d'État – fondé sur la [propriété publique](#) ou étatique et la perception de [taxes](#).

- l'existence et la justification de tout prétendu droit de l'homme ou prétendus [droits sociaux](#) autres que le droit de [propriété privée](#), tels que : le droit des femmes, le droit des homosexuels, le droit des minorités, le droit à la non-discrimination, le droit à l'immigration libre et non restreinte – qui n'est qu'un droit de libre invasion – le droit à un revenu minimum garanti ou à un système de santé gratuit, ou le droit à interdire des discours et points de vue déplaisants.

Les partisans de tous ces « droits » peuvent bien s'appeler comme ils le veulent, et nous libertariens pouvons coopérer avec eux si cela nous aide à nous rapprocher de notre but ultime, mais ce ne sont pas des libertariens, ou ce sont au mieux de faux libertariens.

Ensuite une chose étonnante s'est produite quand nos idées sont venues sur la place publique. Alors que Rothbard, et moi sur ses traces, ne nous sommes jamais écartés de ces convictions centrales issues de la théorie, nous avons été vilipendés et désignés comme bêtes noires et incarnations du mal par un certain nombre de personnes : des non libertariens, et en particulier de faux libertariens, c'est-à-dire des gens prétendant à tort être libertariens, et même des libertariens peut-être honnêtes, mais plutôt faibles d'esprit.

Rothbard, le directeur spirituel du libertarianisme moderne, a par exemple été stigmatisé par cette foule soi-disant [antifasciste](#) comme réactionnaire, raciste, sexiste, autoritaire, élitiste, xénophobe, fasciste et pour couronner le tout, qualifié de [nazi juif](#) en proie à la haine de soi ! Et moi-même j'ai hérité de tous ces « titres honorifiques », excepté pour ce qui est de la judaïté.

Alors que s'est-il passé d'anormal ? Tenter de répondre à cette question me conduit au thème de ma conférence, à savoir le lien entre libertarianisme et « droite alternative » (Alternative-right, ou [Alt-right](#)), un mouvement qui a gagné une notoriété aux [États-Unis](#) et au plan international après que Hilary Clinton, au cours de la dernière campagne pour l'élection présidentielle (en 2016), l'a identifiée comme l'une des sources d'inspiration du « panier des pitoyables » ([basket of deplorables](#)), des partisans de [Trump](#) ; cette Alt-right, je dois le dire et y insister, après la victoire électorale de Trump, fut vive à rompre d'avec lui – du moins la plupart d'entre eux ont rompu avec Trump – une fois qu'il fut clair qu'il n'était juste qu'un président va-t-en-guerre de plus.

Ainsi, le mouvement Alt-right est en essence le successeur du mouvement [paléo-conservateur](#) qui connut son heure de gloire au début des années 1990 avec, comme représentant le plus connu, l'éditorialiste et auteur à succès [Patrick](#)

[Buchanan](#). Il tomba un peu en sommeil à la fin des années 90 pour réémerger récemment, plus vigoureux qu'auparavant, sous cette nouvelle étiquette de Alt-right – comme conséquence de l'immense et grandissant dommage causé à l'Amérique et à sa réputation par les gouvernements successifs de Bush père, Clinton, Bush fils et Obama.

Beaucoup de leaders associés à l'Alt-right ont pris part à nos réunions ici-même au fil des années. [Paul Gottfried](#), qui le premier a conçu ce nom d'Alt-right, [Peter Brimelow](#), [Richard Lynn](#), [Jared Taylor](#), [John Derbyshire](#), [Steve Sailer](#), et [Richard Spencer](#). Le nom de Sean Gabb [leader au Royaume-Uni de 2006 à 2017 de la *Tame Libertarian Alliance*, devenue [Mises UK](#)] est parfois associé à l'Alt-right, et mon nom aussi est fréquemment mentionné en connexion avec l'Alt-right.

Et mes travaux ont aussi été rattachés au mouvement proche des néo-réactionnaires, un mouvement inspiré par Curtis Yarvin, que je connais personnellement, et qui s'exprimait sous le pseudonyme de [Mencius Moldbug](#) sur son blog désormais en sommeil, [Unqualified Reservations](#).

Au final, ces relations personnelles et ces connexions m'ont valu plusieurs mentions honorables d'une « ligue des droits de l'homme » bien connue, la ligue championne d'Amérique pour la calomnie et la diffamation, le *Centre sudiste contre la pauvreté et pour les droits civils* ([Southern Poverty Law Center](#)), auquel mon cher ami [Tom DiLorenzo](#) se réfère toujours comme *Centre soviétique pour la pauvreté et le mensonge*.

Quelle relation y a-t-il entre le libertarianisme et l'Alt-right, et quelles sont les raisons qui m'ont poussé à inviter des leaders de l'Alt-right à des réunions avec les libertariens ?

Ce qui unit les libertariens, ce sont les convictions théoriques irréfragables que j'ai mentionnées plus tôt. Le but qu'elles visent est clair, mais la doctrine libertarienne n'est pas vraiment concluante sur deux sujets, qui sont les suivants.

D'abord, comment maintenir un ordre libertarien, une fois qu'on l'a atteint ? Et en second lieu, une question plus importante : comment aboutir à un ordre libertarien à partir d'une situation initiale non libertarienne, ce qui requiert, d'une part que l'on décrive correctement cette situation initiale, et d'autre part que l'on identifie correctement les obstacles posés d'emblée avant de parvenir à cet objectif libertarien.

Pour répondre à ces questions, il faut, en plus de la théorie, quelque connaissance en [psychologie](#) humaine et en [sociologie](#), ou au moins un soupçon de bon sens. Pourtant bien des libertariens (vrais et faux) sont tout ce qu'il y a de plus ignorants en psychologie humaine et en sociologie, voire même dénués de tout bon sens. Ils acceptent aveuglément, contre toute preuve empirique, une

conception [égalitariste](#) de la nature humaine, une théorie de la « page blanche », selon laquelle tous les peuples, toutes les sociétés et toutes les cultures sont essentiellement sur un même niveau et sont interchangeables.

Ensuite, alors qu'une large part du libertarianisme contemporain peut être caractérisé par une théorie et des théoriciens dépourvus de psychologie et de sociologie, une grande partie sinon l'essentiel de l'Alt-right peut être décrit en contraste comme de la psychologie et de la sociologie sans aucune théorie.

Les Alt-righters ne sont pas unis autour d'une théorie commune. Et il n'existe rien pour définir ce que signifie l'Alt-right, rien qui ressemble à un début de texte de référence.

Au contraire, ce qui unifie essentiellement l'Alt-right est sa description du monde contemporain, en particulier des [États-Unis](#) et de ce qu'on appelle le [monde occidental](#), ainsi que l'identification et le diagnostic de ses pathologies sociales.

En fait, il a été noté avec justesse que l'Alt-right est bien plus unie par ce à quoi elle s'oppose que par ce qu'elle propose. Elle est contre, et en effet elle déteste viscéralement, les élites contrôlant l'État, les médias « mainstream » (« officiels ») et l'université. Pourquoi cela ? Parce que l'État, les médias « officiels » et l'université font tous la promotion de la dégénérescence sociale et des comportements pathologiques.

Car ils font la promotion, ce à quoi l'Alt-right s'oppose vigoureusement, de l'[égalitarisme](#), de la [discrimination positive](#) (ou les lois anti-discrimination), du multiculturalisme, et de l'[immigration](#) de masse non restreinte comme moyen d'aboutir à ce multiculturalisme.

Egalement, l'Alt-right déteste ce qui émane du [marxisme](#) culturel ou gramscien – du nom d'[Antonio Gramsci](#), le communiste italien. Et ils haïssent tout ce qui relève du « politiquement correct », tout en ignorant superbement, sans se dérober derrière des excuses – et je pense qu'ils ont raison du point de vue de la stratégie – les accusations de [racisme](#), sexism, élitisme, suprémacisme, homophobie, xénophobie et ainsi de suite.

Et l'Alt-right se moque aussi de la naïveté désespérante des slogans programmatiques de soi-disant libertariens tels que les « [Students for Liberty](#) » – que j'ai aussi dénommés « Stupides pour la Liberté » – et que mon jeune ami allemand [Andre Lichtschlag](#) appelle libertariens « libéral-La-La♪ » et leur slogan « [Paix, Amour et Liberté](#) » que Lichtschlag traduit judicieusement en allemand par « [Friede, Freude, Eierkuchen](#) » [NdT : « Paix, Joie ☺ et Crêpes », expression allemande qui décrit une société apparemment paisible et sans souci, belle en façade, mais qui cache plus les problèmes qu'elle ne les résout].

En contradiction totale avec eux, les Alt-righters insistent pour rappeler que la vie est faite de conflits, de haines, de luttes, non seulement entre individus, mais aussi entre différents groupes de personnes agissant de façon concertée.

Un certain [Millennial Woes](#) (« génération Y en détresse ») – c'est son pseudonyme, son vrai nom étant Colin Robertson – a résumé pertinemment l'Alt-right en quelques mots, je cite :

L'égalité, c'est du baratin. La hiérarchie est essentielle. Les races sont différentes. Les sexes sont différents. La moralité compte et la décadence est réelle. Toutes les cultures ne sont pas égales et on ne peut nous forcer à croire qu'elles le soient. L'homme est une créature déchue et la vie est faite de plus qu'un simple matérialisme sans profondeur. Enfin, la race blanche compte, et la civilisation est précieuse. C'est cela l'Alt-right.

Cependant, faute d'une théorie unificatrice, le but que désire atteindre l'Alt-right au final est loin de faire consensus en son sein. Plusieurs de ses leaders ont de clairs penchants libertariens, notamment ceux qui sont venus ici (à ces conférences de la *Property and Freedom Society*) – et c'est bien sûr pour cette raison qu'ils ont été invités, même s'ils n'étaient pas d'accord à 100 % avec nos idées. Il faut reconnaître que tous les Alt-righters que nous avons rencontrés connaissaient bien Rothbard et ses travaux, alors que le dernier candidat à la présidentielle soutenu par le [parti libertarien américain](#) (*Libertarian Party*) n'avait jamais entendu le nom de Rothbard. Tous ceux que j'ai fait venir ici – à ma connaissance – étaient des soutiens déclarés de [Ron Paul](#) durant la primaire du parti Républicain pour la nomination d'un candidat à la présidentielle. Tous.

Pendant ce temps, beaucoup de libertariens auto-proclamés attaquaient et tentaient de vilipender Ron Paul pour – et vous savez déjà de quoi je veux parler – ses vues prétendument racistes.

Cependant, plusieurs des leaders de l'Alt-right et beaucoup de sympathisants à divers degrés ont eux aussi adopté des vues incompatibles avec le libertarianisme.

Comme Buchanan avant eux, et Trump aujourd'hui, ils sont intransigeants sur la nécessité d'une politique d'immigration restrictive, très sélective et discriminante – ce qui est entièrement compatible avec le libertarianisme, son but de liberté d'association et son opposition à l'immigration forcée. Mais beaucoup parmi eux proposent d'ajouter à cela une politique véhémentement de restriction du commerce international, de [protectionnisme](#) économique et de barrière douanière – ce qui est bien sûr une antithèse du libertarianisme et est défavorable à la prospérité.

Je me presse d'ajouter cependant que, malgré mes critiques sur ses opinions en matière économique, je continue de voir en Pat Buchanan un homme très bien.

D'autres sont allés bien plus loin encore, tel [Richard Spencer](#), le premier qui a popularisé le terme d'« Alt-right ». Après plusieurs coups publicitaires et médiatiques, qui lui ont apporté quelque notoriété aux États-Unis, Spencer en est venu à prétendre être le « Líder Máximo » d'un mouvement unifié soi-disant puissant. Une telle prétention a d'ailleurs été ridiculisée par [Taki Theodoracopulos](#) – un vétéran du mouvement paléo-conservateur devenu Alt-right, et ancien employeur de Spencer.

Quand Spencer vint en ce lieu, il y a plusieurs années, il montrait encore de forts penchants libertariens. Malheureusement, cela a bien changé, et Spencer dénonce à présent, sans réserve, tous les libertariens et tout ce qui est libertarien, jusqu'à accepter le [socialisme](#), pourvu que ce soit un socialisme fait par et pour les seuls Blancs ! Vous imaginez aisément ma déception.

Etant donné le manque de toute fondation théorique, cette scission du mouvement Alt-right en différentes factions n'a rien de surprenant. Pourtant, cela ne doit pas nous conduire à le rejeter, car l'Alt-right a apporté des perspectives d'une importance capitale pour tenter de répondre aux deux questions que j'ai évoquées plus tôt, et qui traditionnellement posent des difficultés aux libertariens.

A savoir, comment maintenir un ordre libertarien ? Et comment parvenir à un tel ordre à partir de la situation actuelle, qui en est incontestablement à l'opposé ? L'Alt-right n'a pas découvert elle-même ces perspectives. Elles ont été ouvertes bien avant et, en fait, pour une large part, elles ne relèvent que du bon sens.

Mais ces derniers temps, de telles idées se sont vues noyées sous des montagnes de propagande gauchiste égalitariste et l'on doit reconnaître au moins à l'Alt-right le mérite de les avoir remises en lumière.

Pour illustrer l'importance de ces perspectives, permettez-moi de traiter la première question restée sans réponse.

De nombreux libertariens pensent que la seule chose nécessaire pour maintenir un ordre social libertarien est la stricte application du [principe de non-agression](#). Autrement dit, tant qu'on s'abstient de toute [agression](#), selon leur point de vue, le principe du « vivre et laisser vivre » devrait suffire.

Pourtant, si ce « vivre et laisser vivre » semble attrayant à des adolescents en rébellion contre l'autorité parentale, contre les conventions sociales et contre tout type de contrôle (et je dois ajouter que beaucoup de jeunes ont été initialement attirés vers le libertarianisme en croyant que cela se résument à « vivre et laisser vivre »), même si ce principe est valable s'appliquant à des personnes vivant loin les unes des autres et n'interagissant qu'indirectement et à distance, il n'en va pas de même, ou plutôt cela ne suffit plus, quand il s'agit

de personnes vivant à proximité immédiate, comme voisins et cohabitants d'une même communauté.

Un exemple simple suffit pour développer cet argument. Supposons que vous ayez un jour un nouveau voisin près de chez vous. Ce voisin ne vous agresse en aucune façon et ne porte pas atteinte à votre propriété, mais c'est simplement un « mauvais voisin ». Par exemple, il entasse ses détritus sur son terrain, qui devient un dépôt d'ordures. Ou bien il pratique en extérieur l'abattage rituel d'animaux, à la vue de tous. Ou bien, il transforme sa propriété en « maison de joie », en lupanar, avec un va-et-vient continual de clients jour et nuit. Ou bien, il ne vous donne jamais un coup de main et ne tient jamais les promesses qu'il vous fait. Ou bien, il ne peut pas ou refuse de vous parler dans votre langue. Etc., etc.

Nous avons tous eu des expériences de mauvais voisins qui nous pourrissent la vie. Ainsi, votre vie est devenue un cauchemar, et pourtant vous ne pouvez pas utiliser la violence contre lui, parce qu'il ne vous a pas agressé. Dès lors, que pouvez-vous faire ?

Vous pouvez bien sûr l'éviter et l'ostraciser. Mais supposons que votre voisin n'en ait cure. Le fait que vous soyez le seul à le « punir » de la sorte ne change pas son comportement. Il vous faut posséder une autorité communautaire respectée, ou vous tourner vers quelqu'un qui dispose de cette autorité, pour persuader et convaincre tout le monde, ou au moins la plupart des membres de votre communauté, d'agir comme vous, pour faire du mauvais voisin un marginal, et exercer sur lui une pression suffisante pour le pousser à vendre ses biens et à partir.

Voilà ma réponse à ces libertariens qui, en plus de leur devise « vivre et laisser vivre », approuvent aussi l'idéal de « ne respecter aucune autorité », « aucune hiérarchie », « personne au-dessus de soi ».

Arrivons-en à la leçon à en tirer.

La cohabitation pacifique des voisins et des personnes en contact direct et régulier entre elles sur un territoire donné – c'est-à-dire un ordre social tranquille et convivial – exige aussi le partage d'une culture, d'une langue, d'une religion, de coutumes et de conventions.

Il peut y avoir coexistence pacifique de cultures différentes sur des territoires lointains et physiquement séparés, mais le multiculturalisme, l'hétérogénéité culturelle ne peuvent pas exister dans un seul et même lieu sans entraîner une confiance sociale réduite, un accroissement des tensions et finalement le recours à un « homme fort » et à la destruction de tout ce qui ressemble à un ordre social libertarien.

Tout comme un ordre libertarien doit toujours se protéger des « mauvais voisins » (même non agressifs) par l'usage de l'[ostracisme](#) social, c'est-à-dire par une culture commune du « vous n'êtes pas les bienvenus ici », de même et avec plus de vigilance encore, doit-il être préservé des voisins qui défendent ouvertement le [communisme](#), le [socialisme](#), le [syndicalisme](#) ou la [démocratie](#) sous quelque forme que ce soit.

Ces personnes, qui constituent ainsi une menace ouverte à l'encontre de tous les propriétaires et de toutes les propriétés privées, doivent non seulement être évitées, mais elles doivent aussi, pour utiliser un [même](#) « hoppien » désormais célèbre, être « évacuées physiquement », si nécessaire avec violence, et forcées de partir sous d'autres cieux.

Ne pas faire cela conduit inévitablement à... eh bien, au communisme, au socialisme, au syndicalisme ou à la démocratie et donc, au contraire même d'un ordre social qui peut s'affirmer libertarien.

Après ces idées « de [droite](#) », ou je dirais de pur bon sens, je me tourne maintenant vers la question plus difficile : comment passer de la situation actuelle, celle du statu quo, vers notre but, la société libertarienne.

Et pour cela, il peut être instructif de commencer par examiner rapidement la réponse donnée par les « libéral-La-La♪ » (« Paix, Amour et Liberté »), les « Friede-Freude-Eierkuchen » (« Paix, Joie ☺ et Crêpes ») ou les libertariens du « Le capitalisme est Amour ».

Parce cela révèle le même [égalitarisme](#) fondamental, même si c'est sous une forme légèrement différente, que celui affiché aussi par les libertariens du « vivre et laisser vivre ».

Ces libertariens du « vivre et laisser vivre », comme j'ai tenté de le montrer, nient l'existence de ce qu'on pourrait appeler le « problème du mauvais voisin » – qui n'est en fait, bien sûr, qu'un simple raccourci pointant vers le problème plus général que pose la coexistence de cultures très nettement différentes, étrangères, mutuellement dérangeantes, agaçantes, étranges ou hostiles. Ils ont simplement décidé que ce problème n'existant pas, parce qu'ils supposent que toutes les personnes sont exactement les mêmes, toutes les cultures sont les mêmes, et qu'en ce cas un problème du mauvais voisin ne peut tout simplement pas exister.

Le même [égalitarisme](#), ou « esprit humanitaire », comme préfèrent dire les libertariens libéral-La-La♪ eux-mêmes, est à l'œuvre aussi dans leur réponse à la question d'une stratégie libertarienne. En résumé, ce qu'ils recommandent est ceci : soyez gentils, parlez avec tout le monde – et alors, à long terme, les arguments libertariens prévaudront, parce que ce sont les meilleurs.

Pour illustrer cela, prenons mon ancien ami, devenu depuis un ennemi, [Jeffrey Tucker](#), qui nous donne ses cinq « A ne pas faire quand on parle de liberté » : ("[Don'ts When Talking Liberty](#)"). Je cite, ce sont les suivants :

« D'abord, ne soyez pas agressif. Deuxièmement, ne présumez pas que l'autre haïsse la liberté. Troisièmement, ne présumez pas que l'autre poursuive des buts différents. Quatrièmement, ne présumez pas que l'autre soit un ignorant. Et cinquièmement, ne voyez personne comme un ennemi. » Ce sont les [cinq choses] « à ne pas faire ».

Maintenant, indépendamment du fait que Tucker ne semble pas suivre son propre conseil dans sa condamnation agressive de l'Alt-right en totalité comme une bande de fascistes haïssant la liberté, je trouve ses exhortations vraiment stupéfiantes.

Ce peuvent être de bons conseils envers des personnes surgies de nulle part, sans aucun passé, mais envers de vraies gens avec des antécédents historiques, cela me semble désespérément naïf, irréaliste et carrément contre-productif – contre-productif pour la poursuite des buts libertariens.

Car pour ma part – et j'imagine que c'est la même chose pour vous tous ici – je connais et j'ai rencontré beaucoup de gens dans ma vie qui sont vraiment ignorants, qui ont vraiment des buts différents, non-libertariens, et qui détestent vraiment la liberté telle que l'entendent les libertariens. Et au nom de quoi ne devrais-je pas considérer ces gens comme des imbéciles ou comme des ennemis ? Pourquoi ne devrais-je pas détester mes ennemis et ne pas m'opposer à eux ? Sous l'angle de la stratégie libertarienne, je pense que le conseil de Tucker doit être considéré comme une mauvaise blague. Mais ses conseils sont sûrement excellents si l'on cherche à entrer dans l'État pour devenir une espèce de conseiller d'État libertarien ; cela pourrait expliquer l'enthousiasme qu'a recueilli le libertarianisme humanitaire de Tucker auprès de la foule des libertariens libéral-La-La♪ ...

Pourtant, en dehors du pays des Merveilles où règne l'[égalitarisme](#), dans le monde réel, les libertariens doivent avant tout être réalistes et reconnaître dès le départ, comme le fait l'Alt-right, l'[inégalité](#) non seulement des individus mais aussi des différentes cultures comme une donnée incontournable de l'existence humaine.

Nous devons de plus reconnaître qu'il existe un grand nombre d'ennemis de la [liberté](#) telle que la conçoit le libertarianisme, et que ce sont eux, et pas nous, qui sont aux commandes du monde.

Que dans bien des endroits du monde contemporain leur contrôle des masses est si abouti que les idées de liberté et d'un ordre social libertarien sont pratiquement inconnues ou vues comme impensables – sauf comme passe-

temps intellectuel ou gymnastique mentale pratiquée par quelques individus « exotiques ».

Et que ce n'est principalement qu'en Occident, c'est-à-dire dans les pays de l'Europe occidentale et centrale et dans les territoires colonisés par ses peuples, que l'idée de la liberté est si profondément enracinée que ses ennemis peuvent encore y être ouvertement contestés. En limitant ainsi nos considérations stratégiques uniquement à l'Occident, nous pouvons identifier, à peu près comme l'a fait l'Alt-right, les entités et les acteurs suivants comme nos principaux ennemis.

Ce sont avant tout les élites dirigeantes qui contrôlent l'appareil d'État et, en particulier, ce qu'on appelle « l'État profond » ou la soi-disant « cathédrale » de l'Armée, des services secrets, des banques centrales et des cours suprêmes. Cela comprend également les patrons du complexe militaro-industriel, c'est-à-dire les entreprises privées qui doivent leur existence même à l'État comme client exclusif ou principal de leurs produits, ainsi que les dirigeants des grandes banques commerciales, lesquels doivent leur privilège de création de monnaie et de crédit à partir de rien à l'existence de la banque centrale et à son rôle de « prêteur en dernier ressort ».

Ensemble, c'est-à-dire l'État, les grandes entreprises et les grandes banques, ils constituent une « société d'admiration mutuelle » extrêmement puissante, bien qu'elle soit minuscule, qui d'un commun accord spolie l'énorme masse des contribuables et mène la vie de château sur leur dos.

Le deuxième groupe d'ennemis, beaucoup plus vaste, réunit les intellectuels, les éducateurs et les « éducrates », depuis les plus hauts niveaux universitaires jusqu'aux enseignants des écoles élémentaires et maternelles. Financés presque exclusivement, directement ou indirectement, par l'État, ils sont devenus, dans leur écrasante majorité, des instruments dociles et des bourreaux volontaires au service de l'élite dirigeante et de ses visées de pouvoir absolu et de contrôle total.

Et troisièmement, il y a les journalistes des médias grand public, produits dociles du système d'éducation publique, bénéficiaires cupides et vulgarisateurs de « l'information » gouvernementale.

Ensuite, tout aussi importante pour développer une stratégie libertarienne, il y a la question qui s'ensuit logiquement : quelles sont les victimes ?

La réponse libertarienne standard est la suivante : les victimes sont les contribuables, par opposition aux consommateurs d'impôts (NdT : politiciens, fonctionnaires et bureaucrates).

Pourtant, bien que cela soit globalement correct, ce n'est qu'une partie de la réponse, et l'Alt-right pourrait bien apprendre quelque chose aux libertariens à ce sujet.

Car, outre l'aspect strictement économique, il y a aussi un aspect culturel plus large, que l'on doit prendre en compte pour identifier les victimes.

Afin d'étendre et d'accroître leur pouvoir, les élites dirigeantes mènent depuis de nombreuses décennies ce que Pat Buchanan a qualifié de « guerre culturelle » systématique. Cette guerre vise au renversement de toutes les valeurs et à la destruction de tout l'aspect naturel, ou si l'on préfère, l'aspect organique, des liens sociaux et des institutions telles que la famille, les communautés, les groupes ethniques et les nations génétiquement proches, ceci afin de créer fondamentalement une population de plus en plus atomisée, dont la seule caractéristique commune, le seul lien unificateur, est sa dépendance existentielle commune envers l'État.

Le premier pas dans cette direction, fait il y a déjà plus d'un demi-siècle, fut l'introduction de l'assistance publique au moyen de la « [sécurité sociale](#) » [aux États-Unis : le système de [retraite](#) par répartition].

De cette façon, les classes les plus défavorisées et les personnes âgées ont été rendues dépendantes de l'État, et en contrepartie la valeur et l'importance de la famille et de la communauté ont été diminuées et affaiblies.

Plus récemment, d'autres mesures plus poussées ont proliférés en ce sens. Une nouvelle « [victimologie](#) » a été affirmée et mise en avant. Les femmes, en particulier les mères célibataires, les Noirs, les [Bruns](#), les Latinos, les homosexuels, les lesbiennes, les bisexuels et les transsexuels ont reçu le statut de « victimes » et ont obtenu des [privileges](#) juridiques par des décrets de non-discrimination ou de discrimination positive.

De même, on a étendu tout récemment de tels priviléges aux immigrés étrangers, qu'ils soient légaux ou illégaux, pourvu qu'ils appartiennent à l'une des catégories précédentes, ou qu'ils soient adeptes de religions non chrétiennes comme par exemple l'[islam](#).

Le résultat ? Non seulement le problème précédent du « mauvais voisin » n'a été ni évité ni atténué, mais il a été systématiquement encouragé et intensifié dans ses effets. L'homogénéité culturelle a été détruite et la [liberté d'association](#), la ségrégation physique volontaire et la séparation des différentes personnes, communautés, cultures et traditions ont été remplacées par un système envahissant d'intégration sociale forcée.

De plus, chaque groupe de « victimes » évoqué a ainsi été dressé contre tous les autres, et tous ont été dressés contre les hommes blancs, hétérosexuels et chrétiens, en particulier ceux qui sont mariés et qui ont des enfants ; c'est le seul groupe qui reste sans protection légale, puisque c'est celui des soi-disant « persécuteurs ». A partir de là, à la suite du renversement de toutes les valeurs qu'ont opérées les élites dirigeantes, le monde a littéralement été mis dessus dessous.

L'institution du [ménage familial](#) avec un père, une mère et leurs enfants, qui a constitué la base de la civilisation occidentale, la plus libre, la plus industrieuse, ingénieuse et aboutie des civilisations connues de l'humanité, c'est-à-dire l'institution même et le peuple qui ont apporté le plus de bien dans l'histoire humaine – certes ils ont fait aussi beaucoup de mauvaises choses – ce groupe a été officiellement stigmatisé et vilipendé comme la source de tous les maux sociaux ; on en a fait le groupe le plus défavorisé de tous, jusqu'à le persécuter par la politique continue du « diviser pour mieux régner » que mènent les élites ennemis.

Ainsi donc, compte tenu de l'état actuel du monde, toute stratégie libertarienne prometteuse doit, avant toute chose, exactement comme l'Alt-right l'a reconnu, s'adapter et se tourner vers ce groupe des gens les plus gravement victimisés.

Les couples blancs chrétiens mariés avec des enfants, en particulier s'ils font aussi partie de la classe des contribuables – plutôt que des consommateurs fiscaux – et tous ceux qui en sont le plus proches ou se reconnaissent dans cette forme standard d'ordre social et d'organisation, devraient être en toute logique l'auditoire le plus réceptif au message libertarien – au contraire des groupes les plus « protégés » comme, par exemple, les mères noires musulmanes célibataires dépendant de l'aide sociale.

Compte tenu de la situation dans l'Occident contemporain, avec cette multitude de malfaiteurs et d'ennemis d'un côté, et leurs victimes de l'autre, je puis maintenant en venir à la tâche finale d'essayer d'ébaucher une stratégie libertarienne réaliste de changement social.

Cette stratégie – que je vais évoquer dans un moment – se caractérisera par deux considérations préliminaires.

En premier lieu, étant donné que la classe des intellectuels, depuis les universitaires de plus haut niveau jusqu'aux journalistes qui forment l'opinion dans les médias traditionnels, est subventionnée par le système en place et en est étroitement dépendante, cette classe fait partie du problème, et on ne doit pas s'attendre à ce qu'elle joue un rôle quelconque dans sa solution. Pour la même raison, la soi-disant stratégie [hayéienne](#) de changement social, qui envisage la diffusion des idées libertariennes authentiques en partant du sommet, en commençant par les philosophes les plus importants pour descendre vers les journalistes et finalement toucher les grandes masses et le petit peuple, doit être considérée comme fondamentalement irréaliste.

Au contraire, toute stratégie libertarienne réaliste de changement doit être une stratégie [populiste](#). Autrement dit, les libertariens doivent court-circuiter les élites intellectuelles dominantes et s'adresser directement aux masses pour susciter leur indignation et leur mépris des élites dirigeantes.

En second lieu, même si la principale cible d'un message libertarien populiste doit être le groupe dont nous avons parlé, celui des Blancs indigènes dépossédés et privés de leurs droits, je crois que ce serait une erreur stratégique grave de fonder ses décisions stratégiques sur le critère exclusif de la « blancheur », comme l'ont suggéré certains courants de l'Alt-right – bien à tort, à mon avis.

Après tout, ce sont principalement des hommes blancs qui constituent l'élite dirigeante et qui nous imposent le désordre actuel ! Certes, les diverses minorités protégées, évoquées précédemment, tirent pleinement avantage des privileges légaux qui leur ont été accordés, et ont été incitées à demander toujours davantage de « protection ». Mais aucune d'entre elles, pas plus qu'elles toutes réunies, n'avaient, ni n'ont, la capacité qui aurait rendu ce résultat possible, sans l'aide décisive qu'elles ont reçue et continuent à recevoir des hommes blancs.

Maintenant, en nous inspirant des actions menées par Buchanan, Ron Paul et Trump, passons aux différents points d'une stratégie populiste pour le changement libertarien, sans ordre particulier, sauf pour le premier point, qui revêt la plus grande urgence dans l'esprit du public.

Point n°1 : faire cesser l'immigration de masse.

Les vagues d'immigrants qui inondent actuellement le monde occidental l'ont encombré de hordes de parasites de l'aide sociale, ont amené des terroristes, augmenté le crime, conduit à la prolifération de zones de non-droit et produit d'innombrables « mauvais voisins » qui, en raison de leur éducation, culture et traditions étrangères, manquent de toute compréhension et appréciation de la liberté, et vont forcément devenir des partisans fanatiques de l'État-providence.

Personne n'est contre l'immigration en soi ni contre les immigrants. Mais l'immigration doit être sur invitation seulement. Tous les immigrants doivent être des personnes productives et, par conséquent, doivent être exclus de tous les systèmes nationaux de prestations sociales.

Pour ce faire, les immigrants ou ceux qui les invitent doivent déposer une caution auprès de la communauté d'installation, laquelle sera confisquée si l'immigrant devenait un jour une charge pour la société, et devait être expulsé.

De plus, chaque partie invitante ou employeur devrait non seulement payer l'entretien ou le salaire de l'immigrant, mais aussi dédommager la communauté de résidence pour l'usage supplémentaire de ses infrastructures publiques (et les éventuels dommages causés) découlant de la présence de l'immigrant, afin d'éviter la socialisation de tous les coûts encourus suite à son installation.

De plus, avant même son admission, chaque immigrant potentiel et invité doit être soigneusement examiné de façon à vérifier, non seulement sa productivité,

mais aussi ses affinités culturelles ou sa « capacité de bon voisinage », avec le résultat empiriquement prévisible – mais en aucun cas exclusif – que le plus souvent les candidats à l'immigration soient occidentaux et blancs.

Et toute personne notoirement communiste ou socialiste, quelles que soient sa couleur, sa religion ou sa patrie, doit être exclue de toute possibilité d'installation permanente – à moins que la communauté où l'immigrant potentiel veut s'installer n'approuve officiellement le pillage des biens de ses résidents par de nouveaux arrivants étrangers, ce qui est (c'est le moins que l'on puisse dire) très peu probable, même au sein de communautés communistes déjà existantes.

Maintenant, un bref message à tous les libertariens « open-border », en faveur de l'ouverture complète des frontières, tous les libéral-La-La ↗, qui vont sûrement qualifier mes propositions, vous l'avez deviné, de « [fascistes](#) ».

Dans un ordre libertarien entièrement privatisé, il n'existe pas de droit à l'immigration libre. La propriété privée implique des frontières et le droit des propriétaires d'exclure selon leur bon vouloir. Et la « propriété publique », elle aussi, est délimitée par des frontières : elle n'est pas sans propriétaire, elle est la propriété des contribuables nationaux et certainement pas celle des étrangers.

Et s'il est vrai que l'État est une organisation criminelle et que lui confier la tâche du contrôle des frontières entraîne inévitablement de nombreuses injustices tant pour les résidents nationaux que pour les étrangers, il est également vrai que l'absence de contrôle des frontières par l'État ne serait pas quelque chose d'anodin. Dans les circonstances actuelles, si l'État devait ne faire aucun contrôle des frontières, cela conduirait à des injustices encore plus graves, en particulier pour les citoyens nationaux.

Point n°2 : cesser d'attaquer, de tuer ou bombarder des personnes à l'étranger.

Une cause principale, même si ce n'est pas la seule, de l'invasion actuelle des pays occidentaux par des hordes d'immigrants étrangers, vient des guerres initiées et menées au Moyen-Orient et ailleurs par les élites dirigeantes américaines et leurs marionnettes que sont les autres élites occidentales.

De plus, les attaques terroristes omniprésentes menées au nom de l'islam à travers le monde occidental, qui apparaissent désormais comme « normales », sont dans une grande mesure un retour de bâton de ces guerres et du chaos qu'elles ont répandu dans tout le Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Il ne devrait y avoir aucune hésitation de notre part à désigner comme responsables les dirigeants occidentaux, et à les appeler par leur vrai nom : ce sont des meurtriers ou des complices de meurtres de masse. Nous devons au contraire exiger haut et fort une politique étrangère de [strict non-interventionnisme](#).

Nous devons nous retirer de toutes les organisations internationales et supranationales telles que les [Nations Unies](#), l'OTAN et l'[Union européenne](#), qui conduisent chaque pays à se mêler des affaires intérieures des autres. Nous devons mettre un terme à toute aide entre États et interdire toute vente d'armes à des États étrangers.

Ce qu'il faut faire c'est : l'Amérique d'abord ! l'Angleterre d'abord ! l'Allemagne d'abord ! l'Italie d'abord ! la Turquie d'abord ! et la même chose pour des pays plus petits : la Bavière d'abord ! la Vénétie d'abord ! et ainsi de suite. Chaque pays commerce avec les autres et personne n'intervient dans les affaires intérieures des autres.

Point n°3 : couper le financement des élites dirigeantes et de leurs chiens de garde intellectuels.

Il s'agit de divulguer publiquement et d'exposer au grand jour les salaires extravagants, avantages, retraites, pots-de-vin, et dessous de table reçus par les élites dirigeantes, les hauts fonctionnaires et les [bureaucraties](#) étatiques telles que les cours suprêmes, les banques centrales, les services secrets et les agences d'espionnage, par des politiciens, parlementaires, chefs de partis, conseillers politiques et consultants, par les [capitalistes connivards](#), les « éducates publics », les présidents d'universités et leurs recteurs, et les « vedettes » universitaires.

Il faut expliquer que tout ce luxe et cette gloire rayonnante sont financés par de l'argent extorqué aux contribuables, et par conséquent insister pour que toutes les taxes soient réduites de façon massive : impôts sur le revenu, impôts fonciers, impôts indirects, impôts sur les successions et ainsi de suite.

Point n°4 : supprimer la [Fed](#) et les [banques centrales](#).

La deuxième source de financement des élites dirigeantes, outre l'argent extorqué au public sous la forme d'impôts, provient des banques centrales. Les banques centrales sont autorisées à créer du [papier-monnaie](#) à partir de rien. Cela réduit le pouvoir d'achat de la monnaie existante et détruit l'épargne des classes moyennes. Cela n'enrichit pas la société dans son ensemble et ne peut pas l'enrichir, mais cela redistribue les revenus et les richesses au sein de la société [au bénéfice des élites].

Les premiers bénéficiaires de l'argent nouvellement créé, c'est-à-dire en général les élites dirigeantes, sont ainsi rendus plus riches, et les derniers à le recevoir, c'est-à-dire les citoyens moyens, sont appauvris. La manipulation des [taux d'intérêt](#) par la banque centrale est la cause des [cycles économiques](#) d'expansion et de récession.

La banque centrale permet l'accumulation d'une « [dette publique](#) » toujours plus lourde, dont le fardeau est transféré à de futurs contribuables encore inconnus, ou est simplement dilué par l'[inflation](#).

Et en tant que facilitateurs de l'endettement public, les banques centrales sont aussi les facilitateurs des [guerres](#).

Cette monstruosité doit cesser et être remplacée par un [système de services bancaires libres](#) et compétitifs, fondé sur une véritable [monnaie-marchandise](#) telle que l'or et l'argent.

Point n°5 : abolir toutes les lois et réglementations de « [discrimination positive](#) » et de « non-discrimination ».

Tous ces textes sont des violations flagrantes du principe de l'[égalité devant la loi](#) qui, du moins en Occident, est intuitivement perçu et reconnu comme un principe fondamental de la [justice](#).

En tant que propriétaires privés, les personnes doivent être libres de s'associer entre elles ou de se désassocier, d'inclure ou d'exclure, d'intégrer ou de ségréguer, de réunir ou de séparer, d'unifier et d'incorporer ou au contraire de se désunir, se quitter et faire sécession.

Il faut fermer tous les départements universitaires consacrés aux études sur les Noirs, Latinos, Femmes, Genres, Altersexuels (« Queers ») et autres, comme incompatibles avec la [science](#) et en renvoyer les enseignants comme imposteurs intellectuels ou canailles.

De même, il faut exiger que tous les commissaires à la discrimination positive, les responsables de la diversité des ressources humaines, depuis les universités jusqu'aux écoles et aux maternelles, soient jetés à la rue et forcés d'exercer un métier utile.

Point n°6 : réprimer la pègre « antifasciste ».

Le renversement de toutes les valeurs à travers l'Occident, l'invention de toujours plus de groupes victimes, la diffusion de programmes de discrimination positive et la promotion incessante du « politiquement correct » ont conduit à la montée d'une pègre « antifasciste ».

Soutenue tacitement et financée indirectement par les élites dirigeantes, cette pègre de « guerriers de la justice sociale » autoproposés (*social justice warriors*) s'est donnée pour tâche d'intensifier la lutte contre le « privilège blanc » par des actes délibérés de terreur dirigés contre toute personne et toute chose jugée raciste, de droite, fasciste, réactionnaire, incurable ou traditionnelle (littéralement : « non reconstruite »).

De tels « ennemis du progrès » sont agressés physiquement par l'ensemble de la pègre « antifasciste », leurs voitures sont incendiées, leurs biens sont

vandalisés et leurs employeurs enjoins par la menace de les licencier et de ruiner leur carrière – tout cela alors que la [police](#) reçoit ordre du pouvoir de « ne pas intervenir », de ne pas enquêter sur les délits commis et de ne pas poursuivre ni punir les criminels.

Devant ce scandale, la colère du public doit être suscitée et il faut protester avec véhémence pour obtenir que la police ne soit plus empêchée d'intervenir et que cette pègre soit matée.

Maintenant, j'ai une requête pour les libertariens libéral-La-La♪ et les « Stupides pour la liberté », qui vont évidemment s'opposer à cette exigence au motif que la police en charge de mater la pègre « antifasciste » est la police d'État.

Une question pour eux : avez-vous également des objections, pour les mêmes raisons, à ce que la police arrête des meurtriers ou des violeurs ? Ces tâches légitimes ne seraient-elles pas prises en charge de la même façon par une police privée dans un ordre libertarien ? Et si la police n'a pas le droit d'intervenir contre cette pègre, n'est-il pas logique alors que la cible de ces attaques, peut-être la soi-disant « droite raciste », doive se charger elle-même de remettre en place les « guerriers de la justice sociale » ?

Point n°7 : réprimer les criminels de rue et les gangs.

Après avoir dérogé au principe de l'égalité devant la loi et octroyé toutes sortes de [privileges](#) collectifs – sauf au groupe que j'ai évoqué [celui des chrétiens blancs mariés et de leurs familles] – les élites dirigeantes ont en outre renoncé au principe de l'égalité des peines pour un même crime.

Certains groupes qui ont la faveur de l'État se voient infliger des peines plus clémentes pour le même crime que d'autres, et on laisse certaines factions particulièrement bien vues de l'État s'ensauvager en profitant d'une impunité absolue, ce qui dans la réalité encourage le crime de façon très efficace.

De même, on a permis aux [zones de non-droit](#) de se développer là où tout effort visant à faire respecter la loi a pratiquement cessé d'exister et où des voyous violents et des gangs de rue tiennent le haut du pavé.

A cette lumière de tout cela, il faut provoquer la fureur du public et exiger sans équivoque que la police réprime sévèrement tous les voleurs, agresseurs, violeurs et meurtriers, et nettoie impitoyablement toutes les zones de non-droit passées sous la loi de gangs violents. Inutile de préciser qu'une telle politique ne doit rien avoir de raciste, mais s'il apparaît (comme c'est le cas en réalité) que la plupart des criminels de rue ou membres de gangs sont (aux États-Unis) de jeunes noirs ou des latinos, ou (en Europe) de jeunes immigrés d'Afrique, du Moyen Orient, des Balkans ou d'Europe de l'Est, il faudra bien s'occuper d'eux : ce seront ces spécimens de l'espèce humaine qui devront rendre des comptes.

Inutile de dire également que, pour se défendre contre la criminalité et la délinquance, qu'il s'agisse de délinquance urbaine classique ou d'actes de terrorisme, [toutes les interdictions de détention d'armes par des citoyens honnêtes devraient être abolies.](#)

Point n°8 : se débarrasser de tous les assistés et des clochards.

Pour consolider ses positions, la classe dirigeante a mis au [chômage](#) les classes les plus basses et en a fait par sa politique d'[assistanat](#) sa principale source de soutien.

L'État prétend aider les gens à sortir de « l'exclusion » pour devenir des acteurs capables de subvenir à leurs besoins, mais la conséquence réelle – et effectivement voulue – de la politique soi-disant « sociale » de l'État est exactement l'inverse. Elle rend encore plus durable le statut « d'exclu » et provoque un accroissement permanent de cette population, sans parler du nombre de travailleurs sociaux et de thérapeutes financés par l'impôt affectés à « l'aide et l'assistance » de ce groupe. Car, conformément à ce qu'affirme une loi économique incontournable, toute subvention accordée en raison d'un prétendu besoin ou déficience produit davantage, et non moins, du problème même qu'elle est censée atténuer ou éliminer.

Ainsi, la cause profonde du statut « d'exclu » d'une personne – le faible contrôle de son impulsivité et sa grande préférence temporelle, c'est-à-dire son désir incontrôlé de gratification immédiate – et les diverses manifestations associées à cette cause, telles que le [chômage](#) permanent, la [pauvreté](#), l'alcoolisme, l'abus de drogues, la violence familiale, le divorce, les mères célibataires, les naissances hors mariage, la valse des compagnons masculins, la maltraitance d'enfants, la négligence et la petite délinquance – existent et ne sont pas atténuées ni éliminées, mais systématiquement renforcées et encouragées.

Au lieu de continuer et d'étendre le désastre social, toujours plus pénible à voir, on devrait y mettre fin. Il faut rappeler avec force et insistance l'exhortation biblique voulant que celui qui ne veut pas travailler ne mange pas, et que celui qui ne peut vraiment pas travailler, en raison de graves déficiences mentales ou physiques, doit être pris en charge par sa famille, sa communauté et la [charité](#) volontaire.

Point n°9 : désétablir l'enseignement.

La plupart, sinon la totalité, des pathologies sociales qui affligent l'Occident contemporain ont leur racine commune dans l'institution de « [l'éducation publique](#) ».

Lorsque les premières mesures furent prises, il y a plus de deux siècles, en Prusse, pour venir compléter un système éducatif alors entièrement privé, puis au bout du compte pour le remplacer entièrement par un système

d'enseignement public universel et obligatoire, le temps passé dans les écoles publiques à l'époque ne dépassait pas quatre ans dans la plupart des cas. Aujourd'hui, dans l'ensemble du monde occidental, le temps passé dans les institutions d'éducation publique est au moins d'une dizaine d'années, et dans de nombreux cas, et de plus en plus, d'une vingtaine ou même d'une trentaine d'années.

C'est-à-dire qu'une bonne partie, voire la majeure partie, du temps d'instruction d'une personne se déroule dans des institutions financées par l'État et supervisées par l'État, dont le but premier, dès l'origine, n'était pas d'éduquer un public éclairé, mais de former de « bons soldats » et plus tard de « bons fonctionnaires », non pas des citoyens adultes (« Mündige Bürger ») indépendants et matures, mais des citoyens de l'État (« Staatsbürger ») subordonnés et serviles.

Le résultat ? L'endoctrinement a bien fonctionné : plus une personne a passé de temps au sein du système d'éducation publique, plus elle est attachée aux idées d'égalitarisme de la gauche, ayant absorbé et intériorisé sans réserve la doctrine officielle de l'État et l'objectif du « politiquement correct ». En effet, et en particulier parmi les enseignants et professeurs de sciences sociales, on ne trouve pratiquement plus de personnes qui ne se considèrent pas comme de gauche.

Par conséquent, on doit exiger que le contrôle des écoles et des universités soit affranchi du gouvernement central et que, dans un premier temps, il soit rendu aux autorités régionales ou mieux encore locales, et financé localement, puis finalement complètement privatisé, afin de remplacer un système d'uniformité et de conformité obligatoires par un système d'éducation décentralisée, qui reflète la diversité naturelle, la multiplicité et la diversité des talents et des intérêts humains.

Point n°10 (et dernier point) : ne pas faire confiance à la politique ni aux partis.

Tout comme on ne peut s'attendre à ce que les universités et le monde universitaire jouent un rôle significatif dans une stratégie libertarienne de changement social, il n'y a rien à espérer non plus de la politique ou des partis politiques.

Après tout, le but ultime du libertarianisme est de mettre un terme à toute politique, et de placer toutes les relations interpersonnelles et tous les conflits sous l'égide du droit privé et des procédures de droit civil. Certes, dans les conditions actuelles où la politique a tout envahi, une implication dans la politique et la politique des partis ne peut être entièrement évitée.

Cependant, dans toute implication de ce genre, il faut être bien conscient de l'influence corruptrice du pouvoir et s'en prémunir, ainsi que de l'appât de l'argent facile et des avantages liés à ces fonctions.

Et pour minimiser le risque et la tentation qui en découlent, il convient de concentrer ses efforts sur la politique régionale et locale plutôt que nationale, pour promouvoir à ce niveau un programme radical de décentralisation, d'abrogation des lois, de séparation pacifique, de ségrégation et de sécession.

Le plus important, cependant : nous devons tenir compte de la maxime de vie de Ludwig von Mises : « Ne pas céder au mal, mais le combattre toujours plus hardiment ».

Autrement dit, nous devons nous exprimer à voix haute n'importe quand et n'importe où, que ce soit dans des rassemblements formels ou informels, contre quiconque nous adresse des balivernes « politiquement correctes » désormais bien connues ou des inepties de gauche égalitaire pour lui répondre sans ambages : « Non, certainement pas. Vous voulez rire, sans doute ».

Il est sûr qu'étant donné le contrôle quasi-total exercé par les élites dirigeantes, le milieu universitaire et les principaux médias, cela exige déjà beaucoup de courage.

Mais si nous ne sommes pas assez courageux pour le faire maintenant, et montrer aux autres l'exemple à suivre, la situation ira de pire en pire, deviendra encore plus dangereuse et nos personnes, ainsi que la civilisation occidentale et les idées occidentales de liberté et d'autonomie, seront balayées et disparaîtront.